DECLARATION DE POLITIQUE REGIONALE WALLONNE DE JUILLET 2024

Principaux points d'attention d'EDORA « pour que l'avenir s'éclaire » vraiment

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
A. Objectifs globaux, Gouvernance, Pilotage, Concertation, Méthodes, etc.		
67	<i>Le Gouvernement s'inscrit pleinement dans l'objectif de neutralité carbone en 2050 et un objectif intermédiaire de -55% de GES d'ici 2030.</i>	Les objectifs du PACE2030 sont ambitieux, mais nécessaires et surtout réalistes. Ils constituent un cadre de développement essentiel pour garantir la sécurité d'investissement des filières renouvelables wallonnes. Il est en outre effectivement possible de faire plus avec moins (d'argent public), à condition : <ul style="list-style-type: none"> – de mener une politique d'octroi de permis objective et claire, basée sur une vraie balance des intérêts régionaux et locaux, tenant compte des objectifs fixés, – de permettre l'installation des meilleures technologies disponibles afin d'optimiser le productible et de diminuer les coûts de production des sources renouvelables, – d'engranger des progrès rapides sur la suppression des subventions fossiles, pour pouvoir diminuer le soutien nécessaire aux technologies renouvelables, – de mettre l'ETS-2 en œuvre dans les délais prescrits par l'UE, pour les mêmes raisons, – de compenser la diminution des incitants par des mesures réglementaires (sortie programmée des énergies fossiles pour le chauffage, normes d'intégration des SER dans le bâtiment, etc.).
13	<i>La nouvelle majorité gouvernementale s'engage à mener une politique budgétaire rigoureuse et proactive. Notre objectif est de créer un environnement économique dynamique et durable (en particulier dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique) (...).</i>	
43	<i>(...) Le Gouvernement fondera son action sur trois principes : la mise en œuvre des directives européennes en matière environnementale, le principe du pollueur/payeur et l'application de mécanismes incitatifs plutôt que punitifs.</i>	Il est effectivement essentiel que le nouveau GW veille au respect des directives UE. Certaines transpositions doivent encore être modifiées ou complétées pour donner une chance à la Wallonie de rattraper son retard en matière : <ul style="list-style-type: none"> – d'efficacité énergétique (EE), – de sources d'énergie renouvelable (SER), – et de performances énergétiques des bâtiments (PEB). Le GW devra par ailleurs veiller à la mise en œuvre effective des mesures en cours de transposition, telles celles relatives aux zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAER), en tenant compte notamment de leurs implications, en matière de renforcements des réseaux et de politique d'octroi de permis.
11	<i>Le Gouvernement entend mettre en place une véritable stratégie d'évaluation des politiques publiques (ex ante, in itinere et ex post).</i>	Dans le domaine de la transition énergétique et climatique, évaluer préalablement le coût actualisé par tonne de CO ₂ évitée (Levelized Cost of Carbon Abatement) des mesures envisagées, permettrait de sélectionner et de calibrer au mieux celles qui présentent le meilleur retour sur investissement.
67	<i>Au niveau européen, le Gouvernement plaidera pour que les institutions stabilisent les réglementations sous cette législature et mettent en œuvre celles qui sont décidées tout en préparant parallèlement de nouveaux et futurs dispositifs ambitieux en matière de transition. Dans certains cas, il</i>	L'expérience a montré que la Wallonie a bien souvent du mal à se donner les moyens légaux, réglementaires, financiers et opérationnels, pour véritablement atteindre les objectifs fixés par l'UE, même lorsqu'elle les a formellement endossés (dans le cadre de

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>plaidera pour que l'UE ouvre le champ des possibles sur les choix technologiques tant qu'ils tendent vers la durabilité et sont bas-carbones.</i>	son PACE2030, par exemple). Il est dès lors souhaitable que l'Europe se montre suffisamment précise et impérative, dans les obligations qu'elle impose aux EM.
67	<p><i>Le Gouvernement révisera le PACE2030 en intégrant et hiérarchisant par ordre de priorités les mesures dont les impacts les plus significatifs auront été démontrés. Toutes les mesures qui fondent la politique climatique devront être scrupuleusement objectivées sur base de leur coût, de leur impact économique et environnemental, de leur sensibilité géopolitique, de leur acceptabilité sociale, de leur crédibilité technique et de leur caractère durable. Elles seront budgétisées et intégreront un calendrier estimatif d'implémentation. Les mesures et objectifs sectoriels seront ainsi révisés pour permettre la fixation d'une trajectoire, tout en permettant de la souplesse dans la mise en œuvre. (...)</i></p> <p><i>Le Gvt renforcera les outils d'aides à la décarbonation et veillera à impliquer les acteurs locaux et les communes dans sa politique climatique afin de prioriser les outils à mettre en œuvre en tenant compte de la réalité territoriale.</i></p>	<p>Le problème du PACE2030 est effectivement qu'il contient trop peu de mesures et d'engagements concrets et ne fournit pas suffisamment d'indications sur la segmentation intra-filière des objectifs fixés. Il s'agit là effectivement d'une grave lacune, que la coalition Azur gagnerait à combler au plus vite, en précisant, voire en hiérarchisant, les mesures requises. Il ne faudrait cependant pas que ce travail d'objectivation socio-économique freine la bonne réalisation des mesures déjà annoncées, qui sont essentielles à l'accélération de la transition énergétique en Wallonie.</p> <p>EDORA fera tout son possible pour alimenter les réflexions des autorités à cet égard. L'absence de feuille de route concrète en vue de la décarbonation du chauffage est particulièrement dommageable ; Le précédent Gouvernement n'est en effet jamais parvenu à se mettre d'accord sur un échéancier de sortie progressif du gaz fossile, pour le chauffage des bâtiments, et n'a pas non plus adopté les textes urgents requis pour interdire, comme annoncé dans le PACE 2030, les chaudières au mazout à partir du 1^{er} mars 2025 dans les nouvelles constructions, et à partir du 1^{er} janvier 2026, en cas de remplacement de chaudière dans un bâtiment existant.</p>
69	<p><i>Le Gouvernement plaidera pour la conclusion d'un nouveau Pacte énergétique interfédéral. Celui-ci inclura toutes les solutions bas-carbone, mettra sur les points forts de la Belgique et de la Wallonie, assurera la sécurité d'approvisionnement et le maintien d'un prix de l'énergie abordable.</i></p> <p><i>Le Gouvernement veillera à garantir la stabilité et la prévisibilité de sa politique énergétique afin que les acteurs concernés puissent s'inscrire dans des actions de long terme et sécuriser au mieux leurs investissements.</i></p>	<p>Il est essentiel que la Wallonie conserve son rôle moteur dans la définition d'une stratégie énergétique durable et bas-carbone. Pour ce faire, le GW devra veiller à ce que le nouveau Pacte énergétique interfédéral repose sur une révision à la hausse des objectifs belges en matière d'énergie renouvelable. Le meilleur moyen de soutenir la transition énergétique sans grever le budget de la Région, c'est de mettre un terme, dès que possible, aux substantielles subventions directes et indirectes dont bénéficient encore les énergies fossiles et de fixer des échéanciers de sortie clairs des énergies fossiles dans les domaines de la mobilité et du chauffage, en soutenant les ménages modestes dans leur transition.</p>
B. Permitting, Simplification, Planification spatiale, Sécurité juridique, etc.		
17	<i>Les délais d'ordre et de rigueur au niveau des procédures administratives seront réduits au plus court et ils seront définis pour les procédures d'autorisation ou de permis quelconque qui n'en disposeraient pas encore.</i>	<p>La mise en œuvre de la directive 2023/2413/UE et des règlements 2022/2577/UE et 2024/223/UE s'avère cruciale pour accélérer la bonne réalisation de la transition énergétique en Wallonie.</p> <p>EDORA contribuera de son mieux à l'évaluation et à l'amélioration de ces décrets et de tout arrêté ou circulaire permettant d'optimiser et de clarifier la place des filières SER dans l'aménagement du territoire, en pointant notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repowering des parcs existants devrait tout particulièrement pouvoir bénéficier de procédures d'octroi de permis simplifiées ;
20 69	<i>Les procédures d'octroi des permis seront accélérées, de l'élaboration du dossier de demande jusqu'à l'éventuelle phase de recours – et simplifiées en prenant en compte les éventuels impacts sur la santé et le milieu.</i>	
70	<i>(...) La Boucle du Hainaut sera concrétisée, sous toute réserve des procédures en cours. Le Gouvernement veillera à l'instauration d'un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes portant sur les</i>	

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>solutions techniques et économiques envisageables. Il veillera également à ce que les technologies choisies répondent au mieux aux enjeux industriels, de santé publique et d'impact environnemental.</i>	
20 83	<i>Le Gouvernement entend réformer la législation relative au permis d'environnement afin notamment de mieux appréhender les objectifs de développement durable (ODD). Il poursuivra la dématérialisation afin de fluidifier le traitement des données et de simplifier les processus de suivi tant pour les entreprises que pour les administrations.</i>	<ul style="list-style-type: none"> – s'agissant des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAER), il faudra surtout veiller à ce que leur définition ne ralentisse pas le développement des énergies renouvelables en Wallonie et n'entraîne pas de moratoire dans l'intervalle, sous peine d'hypothéquer les investissements déjà consentis et l'atteinte des objectifs ; – le nouveau cadre de référence éolien (janvier 2024), avec critère de distance permettant l'installation des meilleures technologies disponibles, est à confirmer dès que possible (Ce cadre de référence a fait l'objet d'un équilibre entre différents enjeux et priorités ; Une révision de celui-ci serait, pour le secteur, un très mauvais signal) ; – il s'agit également d'objectiver les contraintes environnementales raisonnables et efficaces imposées aux porteurs de projet, en remplaçant éventuellement certaines par une contribution à une banque d'habitat ou à un fonds nature ; – une adaptation de certaines zones d'entraînement militaires, avec compensations éventuelles, devrait encore permettre de libérer certaines zones pour l'installation d'éoliennes (Cf. la clause de rendez-vous des accords fédéraux de mai 2024) ; – les objectifs PV du PACE 2030 devraient être traduits en trajectoires réalistes, pour chaque segment de la filière, et en mesures concrètes permettant de les atteindre ; – la <i>Circulaire relative aux permis d'urbanisme pour le photovoltaïque</i> devrait être révisée, en concertation avec les divers secteurs concernés récemment réunis par le Cluster TWEED pour y réfléchir, afin de permettre un développement raisonnable et raisonné de l'agrivoltaïsme en Wallonie, comme dans les régions et pays voisins. – une dématérialisation des permis aussi rapide que possible est effectivement nécessaire afin d'apporter une plus grande transparence et visibilité sur le processus d'octroi de permis ; – enfin, la notion de balance des intérêts devrait être explicitée afin que l'ensemble des autorités de Wallonie puisse l'appliquer.
83	<i>Une procédure accélérée sera en outre mise en place pour les secteurs d'activité économique jugés prioritaires tout en garantissant un niveau élevé d'attention aux enjeux du climat, de l'environnement et de la biodiversité. Pour les projets industriels stratégiques, une procédure d'avis préalable expresse et concertée pourra être sollicitée par le demandeur (...).</i>	
20	<i>Le Décret du 2 février 2017 sur les ZAE sera évalué et au besoin ajusté.</i>	
71	<i>Le cadre de développement éolien sera révisé afin d'atteindre les objectifs de la législation européenne. Le Gvt veillera à sécuriser les procédures administratives tout en assurant la balance des intérêts avec les intérêts paysagers, les impacts sur la biodiversité, la santé et le respect du cadre de vie des citoyens.</i>	
71	<i>Une révision du décret visant à définir des zones d'accélération des énergies renouvelables sera réalisée avec pour objectif notamment d'exclure de ce mécanisme préférentiel les éoliennes en zones forestières et naturelles et le photovoltaïque dans les parcelles agricole.</i>	
71	<i>Le développement de ces filières [émergentes (biogaz, chaleur renouvelable, hydrogène, carburants neutres en carbone, CO₂...)] ainsi que du PV sera évalué en veillant à contrôler strictement les détournements d'usages des terres agricoles et forestières de leur fonction première.</i>	
70	<i>En concertation avec les acteurs concernés, les pouvoirs locaux et les citoyens, une gestion centralisée, évolutive et d'intérêt régional devra permettre un développement harmonieux des filières renouvelables sur notre territoire.</i>	Le meilleur moyen de promouvoir une balance des intérêts dans la politique d'octroi de permis, tenant compte de l'intérêt public majeur des SER (art. 3 du décret permis d'environnement du 26 avril 2024), semble être d'adopter une circulaire interprétative précisant aux fonctionnaires locaux la manière de concrétiser cette balance des intérêts.
71	<i>Pour le déploiement de ces filières, les surfaces artificialisées, impropres aux productions forestières et agricoles, situées le long des axes routiers et ferroviaires ou encore les zones polluées seront par exemple privilégiées.</i>	EDORA est prête à avoir, dans ce domaine, un dialogue régulier avec le nouveau Gvt et les autres autorités concernées de Wallonie. Au même titre que les administrations publiques et les sociétés de logements sociaux, les grands gestionnaires d'infrastructures de transport devraient être tenus de maximiser le déploiement de SER sur leurs bâtiments et leurs terrains, compte tenu bien sûr, des
20	<i>Le Gouvernement doit renforcer la disponibilité des terrains en travaillant sur la valorisation des grandes friches, notamment au travers de</i>	

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>partenariats publics privés, en s'appuyant également sur les réserves foncières des différents acteurs publics (ports autonomes, intercommunales, UAP...)</i>	contraintes de raccordement éventuelles et moyennant certaines facilités en matière d'octroi de permis, le cas échéant.
90	<i>Le développement photovoltaïque, si nécessaire avec des outils de flexibilisation, sera incité sur les larges surfaces artificialisées (parkings, toitures des infrastructures agricoles, etc.).</i>	Le Gouvernement dispose essentiellement pour ce faire de trois types de leviers : <ul style="list-style-type: none"> – les mécanismes de soutien et de dérisquage traditionnels (CVs, CfD, etc.), dont on sait cependant qu'ils ne sont pas toujours suffisants, – l'adoption de tarifs réseaux plus favorables pour l'autoconsommation collective au sein des CER, comme c'est déjà le cas depuis plusieurs années en RBC, – les normes d'intégration (bâtiments) et de déploiement, telles qu'il en existe dans les pays voisins (ombrières PV sur les parkings extérieurs de plus de 80 places en France) et régions voisines (installations PV obligatoires pour les 2.500 entreprises flamandes consommant plus de 1.000 MWh d'électricité par an).
18	<i>Pour limiter les effets d'aubaines et la disruption réglementaire, le Gouvernement s'engagera à assurer une stabilité législative et réglementaire en limitant les modifications fréquentes et imprévues des lois et des règlements (...).</i>	Définir et annoncer une stratégie de sortie claire et progressive des combustibles fossiles dans le secteur du chauffage n'en est que plus essentiel et urgent. Précisons en outre qu'en matière de <u>transition</u> , énergétique ou autre, la prévisibilité est, par définition, plus importante que la stabilité. A titre d'exemple, une prévisibilité de l'évolution des paramètres des mécanismes de soutien est capitale, notamment pour tout ce qui concerne la période transitoire entre deux régimes. Et il est bien sûr encore plus essentiel d'éviter la prise de mesures à caractère rétroactif.
71	<i>Le Gouvernement travaillera avec l'Autorité fédérale (...) pour rendre possible l'implantation d'une nouvelle filière nucléaire, de préférence sur les sites nucléaires existants ou en extension de ceux-ci.</i>	Reste à voir si cette implantation préférentielle sera compatible avec les opérations de décommissionnement d'ores et déjà programmées au niveau des réacteurs existants et qui ne manqueront pas d'également consommer un peu d'espace (stockage temporaire...)
C. Secteurs, Vecteurs, Projets et Domaines d'action prioritaires		
18	<i>Le Gouvernement s'emploiera à ce que l'ensemble des aides et services à destination des acteurs économiques soit rationalisé afin de cibler davantage les besoins actuels des entreprises, corriger et éviter les effets d'aubaine et amplifier leur impact sur le déploiement économique de la Wallonie.</i>	Pour augmenter rapidement l'autonomie énergétique de la Wallonie, le GW gagnerait à : <ul style="list-style-type: none"> – simplifier et sécuriser les politiques et procédures d'octroi de permis, toutes filières renouvelables confondues ; – offrir des perspectives à long terme en matière de mécanismes de soutien, tant en matière d'électricité que de gaz renouvelables ; – sortir des combustibles fossiles dans le secteur du chauffage (et de l'eau chaude sanitaire), en les remplaçant par de l'électricité verte (PACs), la chaleur fatale, la géothermie, l'aquathermie, le riothermie, la biomasse solide, le solaire thermique, etc.
15	<i>Le Gouvernement axera son soutien à l'industrie dans des secteurs stratégiques clés [dont l'énergie], découlant de sa Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3), qui constitue le cadre pour la politique de Recherche et d'Innovation et la politique industrielle de la Wallonie (...).</i>	

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
15	<p><i>Le Gouvernement entend développer et renforcer la position de la Wallonie dans d'autres secteurs stratégiques et prioritaires comme ceux des technologies de la transition environnementale, en ce compris le nucléaire et le traitement de ses déchets, les technologies de capture et stockage du carbone, l'hydrogène, et la cybersécurité.</i></p>	<p>Ces engagements nous semblent appeler les commentaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – en marge des quelques secteurs d'avenir identifiés, il est essentiel et de plus en plus urgent, pour la Wallonie, de commencer à rattraper son retard dans la décarbonation du secteur du chauffage ; – ses ressources budgétaires n'étant pas illimitées, la Wallonie devra veiller à bien choisir ses projets, en tenant compte en particulier, de leurs retours carbone sur investissement respectifs ; Comme déjà indiqué précédemment, des indicateurs existent qui permettent de classer les projets en fonction de leurs performances socio-économiques : Levelized Cost of Carbon Abatement (LCCA), qui détermine le coût actualisé de chaque tonne de CO₂ évitée, ou Valeur Actualisée Nette Environnementale, si la valeur économique des émissions de carbone évitées fait déjà l'objet d'un consensus ; – enfin, en parlant de modernisation des réseaux et de régulateur, la Wallonie aura tôt ou tard besoin d'un véritable régulateur pour encadrer les importants développements attendus en matière de réseaux d'énergie thermique ; Si les GRD wallons sont peu à peu amenés à jouer un rôle croissant dans ce domaine, il serait cohérent de confier celui de régulateur à la CWaPE, comme c'est déjà le cas pour la VREG en Flandre.
71	<p><i>Le Gvt poursuivra ses efforts concernant le développement du vecteur de l'hydrogène en fonction des besoins wallons et des pays limitrophes. (...) Aucune forme d'hydrogène ne sera exclue pourvu qu'elle soit bas-carbone.</i></p>	
70	<p><i>Le Gouvernement réalisera un inventaire de l'ensemble des structures impliquant directement ou indirectement le secteur public actives dans le secteur énergétique non-régulé.</i></p> <p><i>Sur base de cet inventaire, il agrégera toutes les initiatives d'intérêt régional au sein d'une entreprise active dans les segments non-régulés du secteur de l'énergie. Cette entreprise à participation majoritaire publique aura pour mission d'investir dans les secteurs d'avenir liés à l'énergie qui permettent le redéploiement industriel wallon, limitent les coûts pour le consommateur wallon et mettent en œuvre le Pacte énergétique pour renforcer l'autonomie énergétique de la Belgique. (...)</i></p> <p><i>Les structures en charge des activités régulées et non-régulées seront distinctes afin de clarifier l'action de chacune et de faciliter leur contrôle. Les possibles interactions entre structures devront permettre l'émergence de synergies entre activités régulées et non-régulées tout en garantissant une séparation et une allocation des coûts transparente qui priorise la modernisation des réseaux et qui soit concertée avec le régulateur.</i></p>	
<p>D. Moyens financiers, Mécanismes de soutien transversaux, Fiscalité, Incitants divers, etc.</p>		
19	<p><i>Une attention majeure sera portée au soutien financier et à l'accompagnement des entreprises dans leurs projets de transition bas carbone (efficacité énergétique des process et du bâtiment, production d'énergie renouvelable, électrification des process industriels et de la mobilité, utilisation rationnelle des ressources naturelles...).</i></p> <p><i>Le Gouvernement poursuivra également son soutien aux entreprises au travers des conventions carbone. Une attention particulière sera portée aux entreprises présentant un risque de fuite carbone (carbon leakage).</i></p>	<p>Les principes d'allocation de ces soutiens financiers devraient également tenir compte du « Levelized Cost of Carbon Abatement » (ou coût actualisé par tonne de CO₂ évitée) des divers projets concernés.</p>
41	<p><i>Le Gouvernement décide d'une baisse d'impôt inédite de plus de 700 millions € cumulés durant cette législature. Cette baisse d'impôts est rendue possible par l'action volontariste du Gouvernement [et ?] par la réduction de la voilure des dépenses excessives de l'Etat.</i></p>	<p>Il s'agira de veiller à ce que ces restrictions budgétaires n'affectent pas les objectifs du PACE 2030 en compromettant le soutien aux énergies renouvelables, à la rénovation des bâtiments et aux rénovations par quartier envisagées par ailleurs.</p>

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
63 72	<i>Le Gouvernement orientera les financements et aides à la rénovation vers des prêts et des garanties afin de rendre cette politique soutenable budgétairement.</i>	Au niveau des bâtiments, le Gouvernement est-il prêt à compenser toute diminution éventuelle des moyens octroyés aux incitants financiers, par la mise en place progressive d'un ensemble de prescriptions contraignantes relatives à la transition énergétique, en particulier en ce qui concerne l'intégration des SER et la décarbonation de la chaleur ?
42	<i>Le Gouvernement adaptera la réforme de la taxe de mise en circulation adoptée sous la précédente législature en vue, notamment, d'alléger la fiscalité sur les voitures électriques, pénalisées par leur lourdeur, et les voitures neutres en carbone ainsi que d'améliorer le coefficient de soutien aux familles nombreuses.</i>	Il n'existe pas de « voiture neutre en carbone » ; Il existe des vecteurs énergétiques décarbonés, dont certains carburants, mais ceux-ci ne sont malheureusement produits (et productibles) que dans des quantités extrêmement limitées, de sorte que les galvauder dans des usages qui présentent, contrairement à d'autres, des perspectives de décarbonation alternatives (électrification) serait en réalité une erreur. Permettre à certains ancêtres de continuer à rouler occasionnellement grâce aux agrocarburants est donc défendable, mais continuer à produire et à vendre des voitures thermiques dans le contexte climatique que nous connaissons, sous prétexte qu'elles pourraient théoriquement consommer des carburants verts, revient à ignorer les besoins concurrents de l'industrie et des transports lourds en la matière.
43	<i>Le Gouvernement inscrira sa politique fiscale dans le respect des objectifs en matière de transition énergétique et de réduction des émissions de GES.</i>	Cet objectif devrait s'appuyer sur un phasing-out rapide des subventions et réductions d'impôts néfastes accordées aux combustibles et carburants fossiles.
43	<i>Le Gouvernement évaluera l'opportunité d'introduire ou de renforcer des incitants fiscaux visant à favoriser les économies d'énergie dans les logements, en complément d'autres politiques (prêts à taux zéro, subsides...).</i>	Comme la BNB l'a elle-même déjà signalé, les Régions belges pourraient déjà améliorer le « retour carbone » de leurs stratégies de rénovation, en rééquilibrant la répartition des moyens investis entre les mesures d'isolation, d'une part, et la décarbonation des systèmes de chauffage, d'autre part.
63 72	<i>Mettre en place des incitants fiscaux en cas de réalisation de certains travaux de rénovation pour mobiliser les investissements privés. Le Gouvernement orientera les financements et aides à la rénovation vers des prêts et des garanties afin de rendre cette politique soutenable budgétairement.</i>	Dans un cas (URE) comme dans l'autre (SER), les premières mesures à prendre, dans ce domaine, sont de toute façon : – de mettre fin aux subventions fossiles, – et de mettre rapidement en œuvre l'ETS-2.
64	<i>Le Gouvernement reformera l'arrêté prescrivant des modalités de calcul des loyers sociaux et des charges pour mieux tenir compte des performances énergétiques (loyer chaud).</i>	Mais pour inciter les propriétaires-bailleurs à investir dans la rénovation énergétique de leur bien, des réductions de précompte immobilier seraient sans doute également utiles.
68	<i>Le Gouvernement établira un cadastre des soutiens aux énergies fossiles recensant les différents secteurs fortement dépendants des combustibles fossiles et bénéficiant d'un soutien à leur utilisation, en se basant sur les méthodologies européennes et internationales. Sur base de ce cadastre, un plan d'action sera arrêté visant à accompagner les secteurs identifiés dans le cadre de leur transition vers la décarbonation. Ce plan d'action identifiera également un calendrier de mesures devant permettre l'abandon progressif des combustibles fossiles à condition que des alternatives techniquement</i>	De tels cadastres existent déjà et sont régulièrement mis à jour, sans qu'aucun Gouvernement n'ait encore jamais vraiment réussi à se mettre d'accord pour enfin prendre ce problème à bras-le-corps, ce qui fait de la Belgique un des pires élèves de la classe européenne en la matière. Remplacer progressivement les subventions et déductions fiscales accordées aux énergies fossiles et mettre en œuvre une juste tarification du carbone contribuerait à la vérité des coûts énergétiques et à la compétitivité des énergies renouvelables, tout en

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>réalistes et plus durables existent, à un prix raisonnable et qui ne mettent pas en péril l'activité ou l'emploi.</i>	favorisant la nécessaire électrification de la mobilité et du chauffage. De telles mesures devraient donc être considérées comme prioritaires.
70	<i>En concertation avec les parties prenantes et le régulateur wallon de l'énergie (CWAPE), les modalités d'une extension de la norme énergétique fédérale concernant les composantes régionales de la facture seront analysées et si possible mises en œuvre. La compétitivité énergétique des entreprises wallonnes devra être améliorée en prenant en compte les pays voisins et les concurrents directs.</i>	Notons encore que, pour faire sens, la notion de « prix abordable » doit impérativement s'apprécier, non pas simplement en fonction du CAPEX de départ des installations de production envisagées, mais bien dans le cadre d'une comparaison en termes de coûts actualisés par kWh (notion de « Levelized Cost of Energy » ou LCOE).
70	<i>De la même manière, les différentes politiques de lutte contre la précarité énergétique devront être évaluées et rassemblées dans l'objectif d'être plus efficaces et de mieux soutenir les ménages.</i>	
43	<i>Le Gouvernement étudiera les possibilités pour mobiliser l'épargne citoyenne (par exemple un crédit d'impôt pour investissement ou un bon d'Etat wallon) afin de financer des projets de transition climatique et énergétique.</i>	A priori, mieux vaut inciter les contribuables à investir dans l'URE et dans les SER (voir plus haut), mais dans un certain nombre de cas, l'un n'empêche probablement pas l'autre.
E. Soutiens (financiers) aux énergies renouvelables		
71	<i>Le développement des énergies renouvelables s'est d'abord appuyé sur des aides publiques comme les certificats verts. De ce fait, les droits acquis via de tels mécanismes doivent être exécutés à leur terme. Néanmoins, aujourd'hui, les énergies renouvelables ont atteint un niveau de maturité qui les rendent rentables par elles-mêmes, raison pour laquelle le Gouvernement mettra un terme en 2028 au plus tard à l'arrivée de nouveaux bénéficiaires dans le régime de certificats verts générant un effet aubaine.</i>	Le respect des droits acquis est effectivement essentiel afin d'éviter tout risque de vide juridique ou de mesure à caractère rétroactif. Pour ce qui est de l'avenir, rappelons que la rentabilité hors subventions des énergies renouvelables est largement tributaire de mesures relevant des autorités dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> – traitement rapide et gestion efficace des demandes de permis et recours éventuels, – prise en compte de la balance des intérêts entre objectifs climatiques régionaux/ globaux, d'une part, et préoccupations locales, d'autre part, – possibilité d'implanter les meilleures technologies disponibles, – définition d'un cadre réglementaire équilibré pour le développement de l'agri-PV, – prévisibilité, cohérence (exhaustivité et objectivité de l'analyse des coûts) et fiabilité (provisionnement) des mécanismes de soutien, en sorte de minimiser les risques opérationnels et financiers supportés par les porteurs de projets, – maîtrise, voire plafonnement, des coûts et délais de raccordement aux réseaux, – pleine capacité et fiabilité des raccordements, tant en moyenne qu'en basse tension.
71	<i>Sur cette base, le Gouvernement définira un programme de soutien calibré et hiérarchisé des filières. De nouveaux mécanismes de soutien aux filières renouvelables seront mis en place tels que les contrats pour la différence (contract for difference) ou encore les contrats d'achat d'énergie (PPA's).</i>	
71	<i>Des mécanismes de soutien pourront être mis en place ou révisés, pour les filières renouvelables émergentes (biogaz, chaleur renouvelable, H₂, carburants neutres en carbone, CO₂ ...) dans un objectif de valorisation optimale.</i>	Les politiques d'octroi de subsides devraient en outre : <ul style="list-style-type: none"> – tenir compte des coûts et bénéfices sociétaux des différentes filières renouvelables et notamment, de leurs contributions respectives aux efforts de décarbonation de notre économie (coûts nets actualisés par tonne de CO₂ évitée), – éviter de grever inutilement la facture électrique pour ne pas entraver l'électrification tout aussi nécessaire des usages qui dépendent encore largement des énergies fossiles (transports, chauffage).
90	<i>Dans le même temps, le Gouvernement entend développer la filière de biométhanisation au niveau des exploitations agricoles.</i>	

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
		<p>Pour ces raisons, les nouveaux mécanismes de soutien spécifiques s'appuieront plutôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour le biométhane, sur un taux d'incorporation obligatoire dans le gaz distribué, – pour les réseaux d'énergie thermique temporairement concurrents du réseaux de gaz, sur une mutualisation de leurs coûts via un mécanisme du type « Heat-as-a-service ».
F. Bâtiments, Rénovation, Chauffage, Normes d'intégration des SER dans le bâtiment		
72	<i>En concertation avec les parties prenantes, la stratégie wallonne de rénovation énergétique à long terme du bâtiment sera actualisée et les objectifs seront adaptés afin de correspondre aux obligations européennes.</i>	Face aux retards considérables déjà accumulés par la Wallonie dans ce domaine, les autorités régionales devraient se doter rapidement d'une feuille de route claire précisant, quartier par quartier, les solutions individuelles et collectives qui seront mobilisées pour décarboner le secteur du chauffage dans le respect des directives européennes sur :
72	<i>L'objectif du Gouvernement est d'augmenter la vitesse de rénovation des bâtiments et de maximiser les outils qui permettent des baisses significatives des émissions de GES de tout type de bâti.</i>	<ul style="list-style-type: none"> – l'efficacité énergétique (EE), – les sources d'énergie renouvelable (SER), – et la performance énergétique des bâtiments (PEB).
72	<i>La priorité sera mise sur la rénovation énergétique des bâtiments présentant les plus mauvais niveaux d'isolation.</i>	Pour augmenter sensiblement le taux de rénovation des bâtiments, il faudra :
72	<i>Le secteur public devra se montrer exemplaire en matière de rénovation énergétique de son parc. Le Gvt complètera le cadastre des bâtiments publics et définira une programmation de rénovation à horizon 2040.</i>	<ul style="list-style-type: none"> – non seulement une montée en puissance des stratégies de rénovation par quartier, – mais aussi des normes beaucoup plus ambitieuses d'intégration des énergies renouvelables dans les constructions neuves ou faisant l'objet d'une rénovation, afin d'accélérer le déploiement des solutions qui présentent une rentabilité à court ou moyen terme, tenant compte des primes éventuelles à l'installation : photovoltaïque sur toitures résidentielles neuves et sur tous les immeubles industriels, commerciaux, agricoles et résidentiels d'une certaine taille, ombrières photovoltaïques sur les parkings (comme en France) en lien avec l'installation de bornes de recharge, chauffe-eau électriques ou thermodynamiques, pompes à chaleur, appoints biomasse de qualité (lorsque les besoins en chaleur le justifient et qu'aucun réseau d'énergie thermique n'est disponible), etc.
64 72	<i>La Wallonie encouragera les initiatives de type « Réno+ » visant à renforcer l'isolation et la rénovation par rue, quartier ou immeuble, de manière à générer des économies d'échelle.</i>	Enfin, étant donné le coût et la durée de vie des actifs gaziers (réseau de distribution, raccordements et parc de chaudières en constante évolution), il faut sans tarder :
63 72	<i>Le tiers investissement et les financements alternatifs mobilisant l'investissement privé seront également étudiés et encouragés. Les différentes politiques intégreront la situation financière des ménages, notamment les plus précarisés. Au même titre, une rationalisation des régimes d'aide à la rénovation sera menée pour amplifier les rénovations par quartier.</i>	<ul style="list-style-type: none"> – convenir d'une stratégie de sortie ordonnée du gaz naturel pour le chauffage des bâtiments et planifier le remplacement progressif du réseau gaz, selon une approche phasée et différenciée par zone, par des renforcements ciblés du réseau électrique, d'une part, et/ou par le déploiement de réseaux d'énergie thermique, là où la densité des besoins en chaleur le justifie, d'autre part ; – aligner en conséquence la stratégie et les plans de développement du/des GRD, – distinguer clairement, dans la réglementation PEB, les objectifs à satisfaire en termes de consommations énergétiques (énergie primaire), d'une part, et l'intégration des énergies renouvelables (intensité carbone des sources d'énergie), d'autre part ; – rendre publiques un maximum de données (anonymisées) liées au secteur de l'énergie, telles que les informations relatives aux différents réseaux de distribution, au potentiel des différentes sources d'énergie disponibles par zone et à la PEB des
63 72	<i>Ce mécanisme de tiers investissement de longue durée permettra au propriétaire de rénover et d'améliorer la performance énergétique de son habitation sans devoir préfinancer ou co-financer l'investissement de départ. Dans ce cadre, il bénéficiera d'une partie des économies d'énergie générées, l'autre partie servant à rémunérer l'investissement du tiers-investisseur public ou privé.</i>	
72	<i>La certification PEB sera revue dans un souci d'homogénéisation entre entités fédérées et de cohérence avec les objectifs de décarbonation. Cette révision devra permettre une prise en compte optimisée des sources</i>	

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>énergétiques telles que la chaleur renouvelable (géothermie et chaleur fatale).</i>	bâtiments, afin de faciliter l'innovation dans ce domaine et le développement des filières et entreprises concernées.
72	<i>Le Gouvernement n'exclut aucune solution qui permet l'intégration de molécules vertes compatibles aux installations existantes et permettant une réduction immédiate des émissions de celles-ci.</i>	Etant donné le faible potentiel de production de biogaz, au regard des besoins des centrales électriques de pointe et des industries les plus difficiles à décarboner, le biométhane ne devrait jouer qu'un rôle marginal dans la décarbonation du chauffage. Vu leur potentiel de production limité, au regard des besoins ne disposant pas d'alternative, et leurs faibles rendements de production et de conversion, l'hydrogène et l'e-méthane ne sont pas non plus des solutions réalistes pour le chauffage des bâtiments.
G. Réseaux (électriques, gaz, chaleur, hydrogène, CO₂...), Smartisation, Stockage, Flexibilité, etc.		
69	<i>Le Gouvernement mettra en place un gestionnaire de réseaux de distribution unique compétent sur l'ensemble du territoire wallon. Une attention particulière sera notamment portée à la performance de la structure, en améliorant et harmonisant le service à l'ensemble des clients, y compris pour le tarif, et en mettant en place des indicateurs de performance et des délais de rigueur.</i>	Les décrets Gaz et Electricité ont été modifiés sous la précédente législature pour permettre aux GRD wallons d'exercer, sous certaines conditions, les activités d'opérateur de réseaux, de producteurs et de fournisseurs d'énergie thermique. Pour les voir se saisir vraiment de ces nouvelles prérogatives en vue d'offrir une alternative au gaz dans les quartiers présentant les besoins en chaleur les plus importants, il s'agit à présent : – de modifier l'article 32 du décret gaz (obligations de service public des GRD) afin de supprimer la gratuité des raccordements au gaz pour les clients résidentiels et de remplacer les obligations d'extension du réseau, de raccordement et de fourniture en gaz par des obligations de raccordement et de fourniture en gaz vert ou chaleur verte ; – d'introduire dans le décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux GRD l'égalité de traitement tarifaire entre clients Gaz et clients Chaleur des GRD (sur un modèle du type « Heat-as-a-Service ») ; – de modifier les décrets Gaz et Electricité pour faire en sorte que les réseaux d'énergie thermique relèvent des activités régulées et des « revenus autorisés » des GRD ; – d'arrêter un calendrier de sortie du gaz fossile, quartier par quartier ; – d'également confier à la CWaPE le rôle de régulateur pour le vecteur thermique.
69	<i>Le Gouvernement arrêtera, en concertation avec les parties prenantes, une stratégie de gestion des réseaux et des filières électrique, gaz, chaleur, hydrogène et CO₂, contribuant à l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.</i>	
71	<i>Les infrastructures de transport et de distribution d'hydrogène et de CO₂ seront développées de manière à pouvoir décarboner le tissu industriel et économique wallon.</i>	
69	<i>Le Gouvernement chargera les gestionnaires de réseaux de réseau de réaliser des jumeaux digitaux (digital twins) afin de rendre publique une cartographie exposant l'état des réseaux et ainsi éclairer la prise de décision du marché (déploiement de bornes de rechargement, installation de nouvelles unités de production renouvelable, etc.).</i>	Il est effectivement essentiel de renforcer les réseaux de transport et de distribution d'électricité afin de garantir un raccordement optimal aux nouvelles capacités et productions en énergies renouvelables, en ligne avec les priorités gouvernementales (ex : avec les zones d'accélération renouvelable) : – Renforcement des réseaux en moyenne et basse tension afin de permettre l'accueil de nouvelles capacités et productions en énergie renouvelable et d'accompagner la nécessaire électrification du chauffage ; – Réduction des coûts de raccordement et des délais de raccordement en moyenne tension, afin de diminuer les frais d'installation en électricité renouvelable.
69	<i>Dans le cadre de l'électrification des usages, le Gouvernement veillera à la modernisation des réseaux d'électricité et à procéder, avec les acteurs du secteur, à une analyse de toutes les solutions et modalités techniques, normatives, réglementaires et tarifaires afin de parvenir au coût/bénéfice d'infrastructure le plus optimal et dans les meilleurs délais.</i>	
71	<i>En concertation avec toutes les parties prenantes, le Gouvernement prendra des mesures pour prévenir les cas de surtension (décrochages</i>	La montée en puissance des renouvelables variables dans le mix électrique (30% de la consommation en 2023, environ 50% en 2030) et l'électrification croissante de la mobilité

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
	<i>d'onduleurs) et sous-tension. Cela portera tant sur les mesures visant à limiter les décrochages (cartographie renforcée et évolutive) que sur les investissements prioritaires ou encore des incitants à la mise en place de solutions de flexibilité locale et de stockage.</i>	et du chauffage vont effectivement nécessiter une flexibilisation et une smartisation croissante du système énergétique, avec : – un déploiement beaucoup plus systématique des compteurs communicants et de divers outils de pilotage de la demande (bornes « intelligentes, applications domotiques, etc.), – l'introduction progressive de tarifs « time-of-use », aussi bien pour les réseaux, que pour l'électricité proprement dite (commodité), afin notamment de lisser au mieux la recharge des véhicules électriques, – une augmentation du parc de batteries (industrielles, collectives, individuelles).
69	<i>Le déploiement des compteurs communicants sera accéléré avec pour objectif un déploiement total chez les clients résidentiels au plus tard pour l'année 2029.</i>	– l'introduction progressive de tarifs « time-of-use », aussi bien pour les réseaux, que pour l'électricité proprement dite (commodité), afin notamment de lisser au mieux la recharge des véhicules électriques, – une augmentation du parc de batteries (industrielles, collectives, individuelles).
71	<i>Le Gouvernement explorera également des solutions de flexibilité à l'échelle industrielle en concertation avec les secteurs concernés. En pleine collaboration avec les GRD et les métiers concernés, il encouragera les solutions d'optimisation de la consommation (domotique, etc.) pour les PME, les associations et les ménages.</i>	Vu son urgence, son importance relative et son caractère saisonnier, la décarbonation du chauffage ne saurait s'appuyer exclusivement sur le déploiement massif de pompes à chaleur aérothermiques. En mobilisant toutes les sources de chaleur verte disponibles (chaleur fatale, géothermie, aquathermie, riothermie, biomasse solide ou gazeuse), les réseaux d'énergie thermique, limiteront non seulement notre dépendance au vecteur électrique, mais contribueront également, grâce aux plus pilotables d'entre elles, à la flexibilité du système.
H. Partage et Communautés d'énergie		
71	<i>Les cadres normatif, réglementaire, tarifaire et administratif relatifs aux partages d'énergie (communautés d'énergie, etc.) seront simplifiés et complétés afin de permettre l'exploitation du plein potentiel des différents modèles de partage.</i>	Comme mis en évidence par le régulateur wallon, simplifier le cadre réglementaire applicable aux communautés d'énergie ne suffira pas ; Sans avantage financier structurel, fût-il modeste, celles-ci n'ont que peu de chances de se développer de façon significative.
71	<i>Le cadre réglementaire relatif à l'échange de pair à pair sera arrêté dans les plus brefs délais.</i>	Finaliser le cadre réglementaire, dans ce créneau qui ne requiert ni ne justifie aucun avantage tarifaire particulier, devrait être une formalité. L'attractivité des échanges de pair à pair dépendra surtout de la simplicité de l'interface mise en place par les GRD.
I. Electromobilité, Bornes de recharge (super-chargeurs, normes d'intégration dans le bâtiment, etc.)		
75	<i>Sans pénaliser les particuliers et les entreprises et dans une optique de neutralité technologique, la décarbonation de la mobilité sera poursuivie, notamment grâce à l'électrification et l'hybridation des véhicules légers et lourds.</i>	Jusqu'à présent, l'électrification du parc automobile a surtout bénéficié du ciblage progressif des avantages fiscaux accordés aux voitures de société. Ce levier très spécifique étant à présent arrivé au bout de sa course, il est urgent de mettre en œuvre l'ETS2, pour conserver un incitant à la décarbonation des plus gros rouleurs en particulier.
76	<i>Le Gouvernement s'engage à accompagner cette transition et veillera, en collaboration avec les autorités communales, à alléger le cadre législatif, urbanistique et financier afin de favoriser le développement d'un réseau de bornes de recharge rapide et semi-rapide.</i>	Lorsqu'elle incite les agents économiques (particuliers, entreprises, administrations, grandes surfaces, gérants de parkings, etc.) à installer eux-mêmes des bornes de recharge et des panneaux PV, l'électrification de la mobilité permet de « faire d'une pierre deux coups », en décarbonant en même temps, et la consommation, et la production d'énergie.
71	<i>Le déploiement des bornes de recharge sera accéléré avec l'implication totale du secteur privé, afin notamment de favoriser la flexibilité et d'augmenter la mobilité électrique.</i>	Faciliter l'installation de bornes « collectives » en voirie par les copropriétés et les communautés d'énergie renouvelables, peut ainsi être un bon moyen :

Page	ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT	QUESTIONS ET/OU COMMENTAIRES D'EDORA
76	<p><i>Le Gouvernement activera le plus rapidement possible l'ensemble des instruments disponibles pour créer un réseau de bornes de recharge rapides couvrant l'ensemble du territoire avec le concours des opérateurs privés. (...) Le Gouvernement fera installer des points de recharge aux endroits où la demande se manifeste et où le raccordement est techniquement possible. Des super-chargeurs seront déployés dans les plus brefs délais le long des grands axes routiers et autoroutiers (...).</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> – d'encourager la constitution de telles copropriétés et communautés d'énergie, dans les quartiers ne disposant pas de garages ou d'emplacements de parking hors voirie, – d'augmenter les prélèvements d'électricité dans les quartiers soumis à des pics d'injection importants et à des décrochages d'onduleurs, du fait de la présence de capacités photovoltaïques dépassant la capacité d'absorption du réseau. <p>Les bornes de recharge rapides et semi-rapides le long des grands axes routiers peuvent certes constituer une réponse utile à « l'angoisse de la panne » (ou « range-anxiety »), mais elles ne sollicitent pas les réseaux et le système électrique de la même manière ; Il ne faudrait donc pas que leurs recharges se substituent trop souvent aux recharges « privées » ou « collectives », qui sont généralement plus « vertueuses », car plus lentes et plus « opportunistes » (moins aléatoires).</p>
J. Bois-Energie		
72	<p><i>Dans les politiques de construction, de rénovation et d'isolation, l'utilisation de matériaux issus du secteur de l'écoconstruction, les matériaux biosourcés, recyclés, réutilisés, sera encouragée.</i></p>	<p>Comme suggéré précédemment, il est effectivement extrêmement important de ne pas se priver complètement du bois-énergie comme source de chaleur verte pilotable, pouvant contribuer plus ou moins ponctuellement (hybridation technologique) à la décarbonation de la chaleur, via des équipements de chauffage, tantôt collectifs (réseaux d'énergie thermique et immeubles à appartements), tantôt individuels (dans les zones rurales et les quartiers périurbains moins denses).</p> <p>Pour développer le gisement biomasse mobilisable à cette fin, il conviendrait également :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de soutenir les secteurs forestier et agroforestier, ainsi que l'utilisation de bois d'œuvre local dans le secteur de la construction, dont les sous-produits sont valorisables énergétiquement sous forme de pellets ou de plaquettes, – d'encourager la plantation de taillis à courte rotation sur les friches et les terres marginales et de progressivement implanter dans les sous-régions les plus productives en la matière, un réseau de plateformes de déchiquetage, criblage et séchage capables de transformer cette biomasse en combustible normalisé de qualité.
90	<p><i>Le Gouvernement souhaite clarifier et réorienter la politique énergétique à partir du monde agricole pour établir des bases saines de développement.</i></p>	
90	<p><i>Le Gouvernement souhaite également explorer de nouvelles formes de valorisation de la biomasse issues des terres agricoles et forestières (...). (...) Des filières économiques de valorisation des haies, des bandes herbeuses anti-érosion, les jachères ou encore de la biomasse le long des routes sont autant de pistes de valorisation de la biomasse qui seront poursuivies.</i></p>	
92	<p><i>Le Gouvernement se donne l'objectif de reforester la Wallonie afin de contribuer à la fois à la biodiversité, au développement de l'agroforesterie et à la captation de CO₂. (...) Cela passera notamment par la définition d'une véritable stratégie de développement économique de la filière bois.</i></p>	